



Agence internationale de l'énergie atomique
CIRCULAIRE D'INFORMATION

INF

INFCIRC/491
27 octobre 1995

Distr. GENERALE
FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

**COMMUNICATION EN DATE DU 9 OCTOBRE 1995 REÇUE DE LA MISSION
PERMANENTE DE LA NOUVELLE-ZELANDE AUPRES DE L'AGENCE
INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE**

1. Le 11 octobre 1995, le Directeur général a reçu de la mission permanente de la Nouvelle-Zélande une communication en date du 9 octobre 1995 transmettant une déclaration faite le 2 octobre 1995 par le Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande au sujet du deuxième essai nucléaire effectué par la France.
2. Comme l'a demandé la mission permanente de la Nouvelle-Zélande, le texte de cette déclaration est distribué pour l'information des Etats Membres.

2 octobre 1995
POUR PUBLICATION IMMEDIATE

DEUXIEME EXPLOSION NUCLEAIRE EN POLYNESIE FRANÇAISE

"Les Néo-Zélandais sont indignés que la France fasse un nouveau pied de nez à l'opinion mondiale" a déclaré aujourd'hui le Premier Ministre, M. Jim Bolger, en réaction aux nouvelles selon lesquelles la France avait effectué un deuxième essai nucléaire en Polynésie française.

"Nous allons de nouveau convoquer l'ambassadeur de France en Nouvelle-Zélande.

Nous lui demanderons de rappeler à son gouvernement que ce genre d'activité est inacceptable dans le Pacifique Sud. Cet essai, qui intervient juste après que le Forum du Pacifique Sud ait catégoriquement rejeté les essais nucléaires dans la région, constitue un pas en arrière dans le processus du désarmement nucléaire. C'est une erreur politique de la part de la France et un geste irresponsable du point de vue de l'environnement. Nous dirons de nouveau à l'ambassadeur que le Président Chirac doit mettre fin immédiatement au programme et fermer définitivement les sites d'expérimentation en Polynésie française."

Le Premier Ministre a dit qu'il avait du mal à trouver les mots pour dire à quel point l'action récente de la France l'avait ulcéré. La Nouvelle-Zélande a fait tout ce qu'elle a pu au niveau national pour faire comprendre son message. Aucun autre gouvernement ou pays n'en a fait davantage. "Désormais, nous allons réorienter nos efforts sur l'action collective aux niveaux régional et multilatéral."

Au plan régional, le Premier Ministre a rappelé que la Nouvelle-Zélande avait participé activement à la mission que le Forum du Pacifique Sud a effectuée à Paris ainsi qu'à la réunion régionale des ministres de l'environnement à Brisbane et au Forum régional de l'ANASE qui s'est tenu au Brunéi. Il a noté que la non-prolifération et les essais nucléaires avaient été un sujet de discussion majeur à la réunion du Forum du Pacifique Sud qui a eu lieu récemment en Papouasie-Nouvelle-Guinée et que tous les chefs de gouvernement avaient condamné d'une seule voix les programmes d'essais nucléaires dans la région. "Conformément aux décisions qui ont été prises lors de cette réunion, nous allons réexaminer le statut de la France en tant qu'interlocuteur. Cette mesure sans précédent montre à quel point la région est affectée par la décision de la France de reprendre les essais," a dit le Premier Ministre.

Le Premier Ministre a ajouté que, la semaine précédente à New York, le Ministre des affaires étrangères et du commerce s'était exprimé en des termes très fermes au sujet des essais nucléaires à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Jim Bolger a dit que lors des cérémonies qui auront lieu ce mois-ci à l'occasion du 50ème anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, il soulignerait à nouveau l'opposition de la Nouvelle-Zélande au programme français.

Le Premier Ministre a dit que cette question constituera un point important de l'ordre du jour de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui se tiendra à Auckland le mois prochain. La Nouvelle-Zélande continue de travailler avec d'autres pays riverains du Pacifique dans le cadre de différentes réunions internationales, notamment celles de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne et de la Conférence sur le désarmement à Genève, afin que son message soit entendu dans le monde entier.

Par ailleurs, le Ministre de la justice, M. Paul East, dirigera la délégation néo-zélandaise qui participera aux audiences que la Cour internationale de Justice tiendra le mois prochain au sujet de la légalité de l'utilisation ou de la menace de l'utilisation des armes nucléaires.

"La Nouvelle-Zélande s'est placée à l'avant-garde de l'action internationale contre les essais nucléaires," a dit M. Bolger. "Nous entendons maintenir cette position dans les semaines à venir. Il faut que le Gouvernement français comprenne que ses actions ne sont pas seulement illogiques et insoutenables à un moment où la communauté internationale se détourne des armes nucléaires, mais qu'elles sont aussi politiquement inacceptables. Les arguments avancés par la France pour justifier la reprise des essais nucléaires ne sont tout simplement pas valables dans le monde d'aujourd'hui", a-t-il ajouté.